

Communiqué de presse

Conseil Central (Barcelone - juin 1997)

Le Conseil Central de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réuni à Barcelone le 20 juin 1997 à l'invitation de M. Lorenzo GASCON, Président du comité espagnol de la Ligue:

Marque sa vive préoccupation sur l'état actuel de la construction européenne. Il souligne la nécessité de porter une attention continue à une intégration plus poussée de l'Europe. Bien que le Sommet d'Amsterdam n'ait été qu'un demi-succès, certaines menaces doivent être mises en évidence. Il estime que l'absence d'accord sur la réforme institutionnelle place l'Union européenne dans une position où l'élargissement risque de se produire plus rapidement sans que l'approfondissement nécessaire ait été réalisé. Il note avec inquiétude l'émergence de forces centrifuges qui n'épargnent même plus les pays jusqu'alors favorables à l'intégration européenne.

Face à cette situation, le Conseil Central réitère son engagement en faveur d'une relance de la dynamique européenne. Il se réjouit des décisions prises à Amsterdam en faveur de la confirmation du Pacte de stabilité et de la coordination des politiques de l'emploi, particulièrement importante pour l'adhésion et la motivation des citoyens européens.

Il se prononce pour une réalisation rapide de l'Union Monétaire et de la monnaie unique, qui constitue actuellement un élément catalyseur essentiel dans cette stratégie. Il lance un appel aux gouvernements des pays membres pour qu'à l'instar des fondateurs de la construction européenne, ils transcendent les égoïsmes nationaux et s'engagent résolument sur la voie de l'Europe unie et solidaire.

Enfin, le Conseil Central fait sienne la résolution approuvée par la Commission Méditerranée de la Ligue, lors d'un colloque sur la dimension européenne du partenariat euro-méditerranéen. Il considère que la mise en œuvre d'une politique méditerranéenne de l'Union européenne, complémentaire de l'élargissement aux pays de l'Est et fondée sur une relation de partenariat favorisant le développement du commerce et de l'investissement privé sera aussi de nature à renforcer la paix et la sécurité dans le Bassin Méditerranéen. A cette fin, il met l'accent sur les possibilités de coopération renforcée ouvertes par la réunion d'Amsterdam.

- - - - -